

3989

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE LUTTE  
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL

(CILSS)

COMMUNAUTE ECONOMIQUE DU BETAIL ET  
DE LA VIANDE DU CONSEIL DE L'ENTENTE

(CEBV)

ETUDE DES CIRCUITS DE COMMERCIALISATION DU BETAIL, DE LA  
VIANDE ET DES PRODUITS DE L'ELEVAGE DES PAYS DU SAHEL ET DES  
PAYS COTIERS

**NIGERIA**

Rapport rédigé par Mr. Kolado Bokoum - Zooéconomiste

Rapport Final

---

Février 1992

## SOMMAIRE

1.	CONSOMMATION .....	Page	1
2.	PRODUCTION INTERIEURE .....	"	3
3.	IMPORTATIONS .....	"	4
4.	CONTRAINTES A' L'EXPORTATION .....	"	5
5.	PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS .....	"	7



## 1 CONSOMMATION

### 1.1 Evolution démographique

Le tableau n. 1 ci dessous indiqué l'évolution de la population Nigérienne entre 1982 et 1986.

Tableau n. 1 - Evolution de la population du Nigéria de 1982 à 1986

Anneès	en millions
1982	92.359
1983	95.406
1984	98.560
1985	101.831
1986	104.184

Source: Federal Office of Statistics

La population du Nigeria est de 104 millions d'habitants en 1986. Elle s'est accrue avec un taux moyen de plus de 3% entre 1982 et 1986. C'est une population jeune avec 43% de moins de quinze ans.

### 1.2 Consommation en proteines animales

Les abattages contrôlés ont atteint en 1986 près de 2 millions de bovins et 2,5 millions d'ovins/caprins. (voir tableau n. 2)

Ces abattags representent une certaine proportion des abattages totaux qui est variable selon les espèces (80% pour les bovins, 70% pour les ovins/caprins, et 85% pour les porcins).

Tableau n. 2 - Répartition des abattages en 1986 (têtes)

	Abattages contrôlés	Abattages non contrôlés	Abattages totaux
Bovins	1981418	495354	2476772
ovins/caprins	2409834	1032786	3441620
porcins	79180	13973	93153

Source: Federal Office of Statistics

Le tableau ci-dessous résume les résultats obtenus pour les deux séries de données. Les résultats sont présentés en pourcentage de la consommation individuelle de la série de référence (consommation de 1 kg par habitant et par an) et en pourcentage de la consommation globale (consommation de 1 kg par habitant et par an).

\_\_\_\_\_

En fait les abattages ont donc porté sur environ 2,5 millions de bovins, 3,5 millions d'ovins caprins et une centaine de milliers de porcins.

Ces abattages correspondent à une consommation de viande de l'ordre de 402.000 tonnes<sup>1</sup>; la consommation de volaille est estimée à 88.000 tonnes soit une consommation totale en protéine animale de 490.000 tonnes correspondant à 4,5 Kg per capita. Des études menées au Tchad évaluent la consommation individuelle de viande au Nigeria entre 4,5 et 6 kg.<sup>2</sup>.

Le structure de la consommation en viande se présente donc comme suit:

viande bovine	70%
viande ovine/caprine	11%
viande porcine	10%
volaille	18%
Total	100%

La consommation de poisson est d'environ 283.000 tonnes soit 2,6 kg per capita en 1986, mais en constante baisse depuis 1982 où elle était de 576.000 t.

En conclusion on peut retenir que la consommation individuelle de protéines animales est relativement faible au Nigéria (environ 7 kg per capita) cependant la demande globale compte tenu de l'importance de la population, est considérable.

---

<sup>1</sup> Estimation faite sur la base des poids carcasse à 140 Kg. pour le bovins, 15 Kg pour les ovins/caprins et 40 kg pour les porcins.

<sup>2</sup> Etude de perspectives de la commercialisation du bétail et des produits de l'élevage; Louis Berger International Inc. et BCEOM Mai 1988.

# 2000

Le régime des impôts sur le revenu des particuliers est régi par le Code de l'impôt sur le revenu des particuliers (CIRP) et le décret n° 1234 du 15 mars 1982. Les contribuables sont classés en quatre catégories : les contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu des particuliers, les contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu des sociétés, les contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, et les contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes morales.

Tableau 1.1 - Évolution des dépenses en 1985 et 1986 (millions de francs)

1985	1986	Évolution (%)
12000	12500	4,2
12000	12500	4,2
12000	12500	4,2
12000	12500	4,2
12000	12500	4,2

Source: Bureau Fédéral Office de Statistique

La production industrielle a augmenté de 1,2% en 1985, celle de la construction de 0,5% et celle de l'agriculture de 0,1%.

1985  
1986  
1987  
1988  
1989  
1990



## 2. PRODUCTION INTERIEURE

Le Nigéria est le plus grand pays d'élevage de l'Afrique de l'ouest. En 1985 on estimait les effectifs à 5 millions de bovins, 12 millions d'ovins et 26 millions de caprins (voir Tableau n. 3) certains sources estimaient le effectifs de bovins entre 12 et 14 millions. Ces effectifs se sont stabilisés ces dernières années à cause d'un très faible taux de croit. Les effectifs en 1986 ont été estimés à partir des taux de croit observés durant la période 1975-1978 en raison de la similitude des conditions d'élevage (période post sécheresse).

Tableau n. 3 - Effectifs du cheptel en 1985 et 1986 (milliers têtes).

	1985	Taux de croit en %	1986
Bovins	5110	2	5212
Ovins	12193	3	12519
Caprins	26148	3	26932
Porcins	643	4	669
Volaille	87500	5	87675

Source: Federal Office of Statistics

La production interieure de viande est estimée à 284.000 t en 1986 , celle de la volaille à 88.000 tonnes soit une production interieure totale de 372.000 t répartie comme suit:

viande bovine	23%
viande ovine/caprine	48%
viande porcine	5%
volaille	24%





### 3. IMPORTATIONS

En 1986 le deficit en viande au Nigéria tournait autour de 118.000 t, comblé essentiellement par l'importation d'animaux sur pied. Les importations de viande (environ 2.200 tonnes dont 1.650 tonnes en provenance de la CEE) étaient négligeables.

Les importations de bovins proviennent du Tchad (69%) du Niger (20%) et de l'ensemble du Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Cameroun et RCA pour 11%.

Celles des ovins/caprins sont réparties à concurrence de 36% pour le Tchad, 39% pour le Niger, 16% pour le Cameroun et 9% pour diverses sources.

#### 4. CONSTATS ET PERSPECTIVES

Les données présentées ci-dessus permettent de constater que le secteur des transports algériens est confronté à une situation défavorable. Les dépenses de transport ont augmenté de 100 % entre 1980 et 1985, alors que les recettes ont diminué de 50 %. Cette situation est due à la hausse des prix des carburants et des pièces détachées, ainsi qu'à la baisse des tarifs de transport.

Il est donc évident que le secteur des transports algériens est confronté à une situation défavorable. Cette situation est due à la hausse des prix des carburants et des pièces détachées, ainsi qu'à la baisse des tarifs de transport. Les dépenses de transport ont augmenté de 100 % entre 1980 et 1985, alors que les recettes ont diminué de 50 %.

Tableau 1 - Évolution des prix des produits de base algériens  
en 1985 (en millions de dinars)

Produit	1980	1985
Carburants	100	200
Pièces détachées	100	150
Transport	100	100
Commission	100	100
Prix de revient	100	100
<b>Total</b>	<b>400</b>	<b>550</b>

Les données ci-dessus montrent que le secteur des transports algériens est confronté à une situation défavorable. Les dépenses de transport ont augmenté de 100 % entre 1980 et 1985, alors que les recettes ont diminué de 50 %.

Il est donc évident que le secteur des transports algériens est confronté à une situation défavorable. Cette situation est due à la hausse des prix des carburants et des pièces détachées, ainsi qu'à la baisse des tarifs de transport.

En 1985 (en millions de dinars)

Produit

1980

1985

Total

#### 4. CONTRAINTES A' L'EXPORTATION

L'une des principales contraintes à l'exportation du bétail au Nigéria à partir des pays sahéliens est l'importance des frais d'approche. Ceux-ci sont de l'ordre de 17% du prix de revient quand les expéditions viennent du Niger et peuvent atteindre jusqu'à 32% dans le cas du Tchad comme le prouvent les structures de prix figurant dans le tableau n. 5.

Une autre difficulté au développement des exportations est la fluctuation des prix de vente en fonction du taux de change de la monnaie. Les structures du prix ci-dessous indiquées montrent que la valeur du Naira a passé de 65 FCFA en 1987 à 33 FCFA en 1990. Ainsi pour un prix de revient moins élevé les exportations de 1990 bénéficiaient de plus d'un équivalent relativement plus important en Naira.

Tableau n. 4 - Structure des prix des bovins exportés au Nigéria à partir du Tchad et du Niger

	Tchad Massaguet-Lagos (1987)	Niger Zinder-Lagos (1990)
Prix d'achat	64000	67500
Coûts officiels	17267	4086
Coût transport	11375	8694
Commissions	1290	1290
Prix de revient	94292 FCFA	81570 FCFA
	≈ 1450 N	≈ 12474 N

Les opérateurs économiques sont donc obligés de surveiller le taux de change de la monnaie pour entreprendre leurs activités. L'opération du Niger permettait de dégager une marge d'environ 20.000 FCFA.

Enfin les exportations sahéliennes subissent une légère concurrence des viandes importées d'Europe. L'importation d'animaux sur pied conduisait à des prix de vente du bétail suivants en 1987 (avec 1N = 65 FCFA).

	FCFA
Filet	1040
Viande avec os	650
Viande sans os	910

La fin des années quatre-vingt.

Visiblement, c'est

ce qui a permis à la France de retrouver son rang de

premier pays du monde en matière de

production de biens et de services.

Après avoir été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services,

la France a été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services.

Après avoir été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services,

la France a été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services.

Après avoir été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services,

la France a été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services.

Après avoir été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services,

la France a été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services.

Après avoir été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services,

la France a été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services.

Après avoir été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services,

la France a été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services.

Après avoir été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services,

la France a été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services.

Après avoir été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services,

la France a été le premier pays du monde

en matière de production de biens et de services.

La viandes importées était vendues à:

Viande desossée        540

capas    423

Cette faible difference des prix explique peut être en partie les raisons pour lesquelles les importations de viande en provenance de la CEE sont de plus en plus rares.

Au delà de ces contraintes d'ordre économique les exportations sahéliennes de bétail sur pied en direction du Nigéria sont handicapées par des problèmes d'ordre institutionnel (disponibilités insuffisantes d'infrastructure et de moyens de transport, intervention de l'administration par le biais des interdictions d'importations, problèmes organisationnels) autant de difficultés assez bien décrite dans les études de Kulibaba, d'Andy Cook et de Williams, sur lesquelles l'étude ne juge pas nécessaire d'y revenir davantage.

3- PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

La pandémie a eu des conséquences énormes sur l'économie mondiale et a entraîné une récession sans précédent. Les pays ont dû mettre en œuvre des mesures d'urgence pour faire face à la situation. Les gouvernements ont dû prendre des décisions difficiles pour protéger la santé publique tout en maintenant l'économie en mouvement. Les entreprises ont dû adapter leurs modèles d'affaires pour survivre dans un environnement incertain. Les consommateurs ont dû changer leurs habitudes de consommation. Les médias ont joué un rôle crucial pour informer le public et pour soutenir les efforts de lutte contre la pandémie. Les scientifiques ont travaillé dur pour comprendre la maladie et pour développer des traitements et des vaccins. Les gouvernements ont dû coopérer pour faire face à la pandémie. Les citoyens ont dû respecter les mesures de confinement et de distanciation sociale. La pandémie a été une épreuve pour tous. Elle a montré la résilience de l'humanité et la capacité de l'humanité à surmonter les défis. Elle a également montré la nécessité de renforcer les systèmes de santé publique et de mettre en place des mesures de prévention pour éviter de telles crises à l'avenir.

La pandémie a eu des conséquences énormes sur l'économie mondiale et a entraîné une récession sans précédent. Les pays ont dû mettre en œuvre des mesures d'urgence pour faire face à la situation. Les gouvernements ont dû prendre des décisions difficiles pour protéger la santé publique tout en maintenant l'économie en mouvement. Les entreprises ont dû adapter leurs modèles d'affaires pour survivre dans un environnement incertain. Les consommateurs ont dû changer leurs habitudes de consommation. Les médias ont joué un rôle crucial pour informer le public et pour soutenir les efforts de lutte contre la pandémie. Les scientifiques ont travaillé dur pour comprendre la maladie et pour développer des traitements et des vaccins. Les gouvernements ont dû coopérer pour faire face à la pandémie. Les citoyens ont dû respecter les mesures de confinement et de distanciation sociale. La pandémie a été une épreuve pour tous. Elle a montré la résilience de l'humanité et la capacité de l'humanité à surmonter les défis. Elle a également montré la nécessité de renforcer les systèmes de santé publique et de mettre en place des mesures de prévention pour éviter de telles crises à l'avenir.

La pandémie a eu des conséquences énormes sur l'économie mondiale et a entraîné une récession sans précédent. Les pays ont dû mettre en œuvre des mesures d'urgence pour faire face à la situation. Les gouvernements ont dû prendre des décisions difficiles pour protéger la santé publique tout en maintenant l'économie en mouvement. Les entreprises ont dû adapter leurs modèles d'affaires pour survivre dans un environnement incertain. Les consommateurs ont dû changer leurs habitudes de consommation. Les médias ont joué un rôle crucial pour informer le public et pour soutenir les efforts de lutte contre la pandémie. Les scientifiques ont travaillé dur pour comprendre la maladie et pour développer des traitements et des vaccins. Les gouvernements ont dû coopérer pour faire face à la pandémie. Les citoyens ont dû respecter les mesures de confinement et de distanciation sociale. La pandémie a été une épreuve pour tous. Elle a montré la résilience de l'humanité et la capacité de l'humanité à surmonter les défis. Elle a également montré la nécessité de renforcer les systèmes de santé publique et de mettre en place des mesures de prévention pour éviter de telles crises à l'avenir.

La pandémie a eu des conséquences énormes sur l'économie mondiale et a entraîné une récession sans précédent. Les pays ont dû mettre en œuvre des mesures d'urgence pour faire face à la situation. Les gouvernements ont dû prendre des décisions difficiles pour protéger la santé publique tout en maintenant l'économie en mouvement. Les entreprises ont dû adapter leurs modèles d'affaires pour survivre dans un environnement incertain. Les consommateurs ont dû changer leurs habitudes de consommation. Les médias ont joué un rôle crucial pour informer le public et pour soutenir les efforts de lutte contre la pandémie. Les scientifiques ont travaillé dur pour comprendre la maladie et pour développer des traitements et des vaccins. Les gouvernements ont dû coopérer pour faire face à la pandémie. Les citoyens ont dû respecter les mesures de confinement et de distanciation sociale. La pandémie a été une épreuve pour tous. Elle a montré la résilience de l'humanité et la capacité de l'humanité à surmonter les défis. Elle a également montré la nécessité de renforcer les systèmes de santé publique et de mettre en place des mesures de prévention pour éviter de telles crises à l'avenir.



## 5. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

La première question est de savoir comment le déficit identifié de l'ordre 118.000 tonnes en 1986 va t-il évoluer. Sans chercher à être précis dans la quantification de ce déficit étant donné la faible fiabilité des hypothèses de base, on peut dire qu'à moyen terme il y a beaucoup de chance que ce déficit se maintienne ou même augmente. La raison vient essentiellement du fait que l'augmentation de la consommation de viande qui resultera surtout de la croissance démographique va être plus importante que l'augmentation de la production intérieure. Certes la consommation de viande semble être élastique par rapport au revenu comme l'atteste l'importance des importations en période de prospérité mais toute réduction des revenus qui se traduirait par une diminution de la consommation aura également pour effet de réduire les efforts d'investissement pour la production intérieure. Par ailleurs les investissements effectués récemment dans le domaine de la production animale se sont révélés peu productifs en témoigne le taux faible d'accroissement du cheptel (moins de 0,5%). Pendant ce temps la population continuait à s'accroître à un rythme élevé de plus de 3%. Dans ces conditions l'augmentation des revenus va se traduire par un déficit plus important. Ainsi dans un cas comme dans l'autre le Nigéria a moyen terme a toutes les chances de se trouver dans une situation de potentielle demande de viande sahélienne.

La deuxième question est de savoir dans quelle mesure ce déficit va t-il être couvert par les exportations sahéliennes.

Le développement de ces exportations est avant tout lié à l'évolution favorable des prix de vente. Bien que l'indice des prix ait considérablement augmenté (l'indice du groupe alimentation-boisson a passé de 314 à 593 entre 1982 et 1986, base 1975 = 100), le prix du boeuf, du mouton, et de la volaille a baissé de 50% (Williams 1989). L'évolution des prix du bétail et de la viande dépendra évidemment de l'environnement économique du pays fortement marqué par l'évolution des prix du pétrole. Les tendances défavorables de ce marché ont amené le Gouvernement à procéder à une dévaluation de la monnaie dans le cadre d'un programme d'ajustement structurel. Les effets de cette dévaluation se sont traduits par une hausse du prix du bétail et de la viande au point que les autorités ont pris la décision d'interdire les importations de viande de toute sorte. Il est probable que cette tendance de favorable du marché du pétrole se poursuive et qu'à moyen terme on assiste à un rencherissement du prix du bétail et de la viande créant ainsi les conditions favorables aux exportations sahéliennes.

La possibilité d'exploiter ces conditions dépendra dans l'avenir:



- 1) de l'existence d'un cadre international adequat pour l'exportation du bétail et de la viande. Les exportations sahéliennes au Nigéria ne sont regies que par le traité de la CEDEAO dont le principal exportateur, le Tchad n'est pas membre. De plus ce traité n'offre aucun avantage. Les etats pour pallier cette lacune ont recours à des protocoles d'accord bilatéraux qui se sont révélés être souvent très incomplets (cas du Niger). Il y a donc nécessité de creer un cadre international prenant en compte les problèmes spécifiques des échanges des produits d'élevage sahéliens avec le Nigéria.
- 2°) de l'organisation et de la modernisation des échanges. Etant donné l'étendue du pays, l'importance de la demande, et les difficultés consequentes liées au échanges, une collaboration entre importateurs Nigerians et exportateurs sahéliens dans un cadre contractuel est indispensable. Cette collaboration doit être envisagée non seulement dans le cadre des échanges mais elle pourra également prendre la forme d'une prise de participation aux différentes entreprises crées de partant d'autre. Cette recommandation procede d'une volonté de créer à terme l'esprit d'entreprise dans la sous-région.
- 3°) d'une réelle volonté de rendre le prix efficient par la réduction à tous les niveaux des considerables frais d'approche. Il s'agira d'une manière générale de rechercher à réduire les frais de transport. Dans certains cas comme au Tchad c'est le Gouvernement qui doit se passer des importantes taxes à l'exportation représentant plus 25% du prix d'achat.

En conclusion on peut retenir qu'à moyen terme le Nigeria sera certainement demandeur de produits d'élevage sahéliens à hauteur d'environ 100.000 T de viande par an. Ces produits ne semblent pas subir dans l'avenir une concurrence ni du poisson produit localement, ni des importations extra africaines fortes. Avec une bonne organisation, un esprit d'entreprise consequent et un cadre d'echange adequat ce marché sera certainement porteur.











